

Appel unitaire interprofessionnel CGT – CFDT – FO – CFTC – CGC – UNSA – SOLIDAIRES – FSU

La crise économique, amplifiée par la crise financière internationale, touche durement une grande partie des salariés dans leurs emplois et leurs revenus. Alors qu'ils n'en sont en rien responsables, les salariés, demandeurs d'emploi et retraités, en sont les premières victimes. Elle menace l'avenir des jeunes, met à mal la cohésion sociale et les solidarités, accroît les inégalités et les risques de précarité.

Surmonter cette crise implique des mesures urgentes d'une autre nature que celles prises par l'Etat et les entreprises, pour être au service de l'emploi et des rémunérations.

C'est pourquoi, les organisations syndicales (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, **SOLIDAIRES**, UNSA) appellent les salariés du privé et du public, les chômeurs et les retraités, à une journée nationale de mobilisation interprofessionnelle le 29 janvier 2009 : elle donnera lieu dans tout le pays à des grèves et des manifestations.

Elles appellent à agir massivement pour :

- **défendre l'emploi privé et public, lutter contre la précarité et les déréglementations économiques et sociales,**
- **exiger des politiques de rémunérations qui assurent le maintien du pouvoir d'achat des salariés, des chômeurs et des retraités et réduisent les inégalités,**
- **défendre le cadre collectif et solidaire de la protection sociale,**
- **des services publics de qualité qui assurent en particulier tout leur rôle de réponse aux besoins sociaux et de solidarité.**



Jeudi 29 janvier : on fait grève et on manifeste tous ensemble !

Huit organisations syndicales (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, UNSA, **SOLIDAIRES**, FSU) appellent ensemble à organiser grève et manifestations le 29 janvier. Il s'agit bien d'associer l'ensemble des salarié-e-s du secteur privé, du secteur public, de la fonction publique, en activité, en retraite, au chômage, en formation !

Education Nationale, SNCF, Fonction Publique, Caisses d'Epargne, ... des appels unitaires sont déjà lancés, d'autres vont suivre dans les prochains jours et les structures interprofessionnelles locales et départementales vont se rencontrer pour renforcer l'appel à la grève et organiser les manifestations.

Ensemble, on est plus fort-e-s !

Une journée de grève et de manifestations, ce ne sera pas suffisant pour faire reculer le patronat et le gouvernement et il ne faut pas retomber dans la répétition des grèves de 24 heures, secteur professionnel par secteur professionnel.



**Nous devons
construire
un mouvement
interprofessionnel
prolongé qui
rassemble !**

Mais cela fait si longtemps que nous travaillons à un appel interprofessionnel unitaire, que nous ne sous-estimons pas l'importance de la réussite de cette action.

La suite, indispensable, ne sera possible qu'après une grève massive, des manifestations puissantes, le 29 janvier !

Face aux attaques qui s'accélèrent ...

Dans les entreprises : droit de grève, code du travail, contrat de travail avec licenciements facilités, 35 heures, suppressions massives d'emplois partout...

Contre nos droits sociaux : assurance maladie, accès aux soins pour tous (franchises médicales, fermeture des hôpitaux), retraites...

Contre les libertés : test ADN, fichage dès 13 ans, flicage accru des chômeurs, expulsions massives des sans-papiers, pénalisation des plus jeunes, répression, mise sous tutelle des média...

... le 29 janvier, on sera tous dans l'action

... le 29 janvier nous serons des millions à dire au patronat et au gouvernement que nous ne voulons pas payer leur crise.

C'est le système économique qu'ils ont bâti pour nous exploiter qui est en crise !

Au nom de quoi, devrions-nous en payer les conséquences ?

En faisant grève et en participant aux manifestations, nous montrerons que d'autres solutions sont possibles si nous posons les questions de fond,... et si nous agissons pour que les réponses ne soient pas seulement celles qui arrangent la minorité qui prétend nous diriger, ... cette minorité qui a gaspillé des centaines de milliards !



Faut-il distribuer des centaines de milliards d'argent public pour sauver le capitalisme ou se poser la question de construire un autre système économique ?

Alors qu'il n'y avait pas d'argent pour nos salaires, pour les services publics, pour la sécu, pour nos retraites, alors qu'il fallait réduire la dette et le déficit public ... **des milliards sont offerts aux banquiers, aux patrons, aux actionnaires** ... et le « déficit public » n'est plus un problème !

Après des dizaines d'années de bataille idéologique pour tenter de nous convaincre que la seule réalité possible c'est le marché, la libre concurrence, les privatisations ... **quand les bénéficiaires du système sont en difficulté, ils redécouvrent les bienfaits des aides publiques, mais pour leurs seuls intérêts privés.**

Privatiser les profits, socialiser les pertes, demeure un principe de base du système économique capitaliste... C'est pour cela que des centaines de milliards d'euros ne sont pas utilisés pour lutter contre la faim dans le monde, pour loger celles et ceux qui survivent sans toit, pour créer des emplois stables, améliorer les conditions de travail ou pour augmenter les salaires et les pensions.

Sous prétexte de leur crise, patrons et gouvernement essaient de nous pressurer encore plus !

Nous pouvons refuser, exigeons une autre répartition des richesses que nous produisons. Par notre travail, nous contribuons tous à la richesse collective. Le système actuel est organisé pour que quelques uns s'accaparent la majeure partie du profit permis par le travail de tous.

Les bas salaires, le chômage, la misère des retraites, la destruction des services publics et de la protection sociale, ne sont pas une fatalité mais la conséquence de choix de société ... C'est cela qu'il faut remettre en cause !



C'est leur système qui est en crise, et ils veulent nous le faire payer !

Pas question : au contraire, rendez nous nos milliards !

Pas de licenciement, pas de chômage technique, pas de blocage des salaires ... Utilisons les milliards accumulés depuis des années au lieu de les donner aux banques et aux actionnaires.